

RÉTROACTES DU CONFLIT CONGOLAIS (RDC) ET  
REGARD SUR SES CAUSES

RETROACTS OF THE CONGOLESE CONFLICT (DRC) AND  
A PERSPECTIVE ON ITS CAUSES

Dominique Kenge Mukinayi\*, Sergiu Mişcoiu\*\*

---

DOI: 10.24193/subbeuropaea.2020.2.06

Published Online: 2020-12-30

Published Print: 2020-12-30

---

**Abstract**

*The conflicts in the Democratic Republic of Congo and their consequences remain a major source of concern, as they constitute a multidimensional challenge to economic and human development in the country and the region. There is a need to address the issue at the highest level, both regionally and globally, and to support the Government of the Democratic Republic of Congo in its search for a solution to the conflicts and in its efforts to put the country back on the path of sustainable development. In this context, this article seeks to increase understanding of the root causes of conflict and their consequences for development so that informed decisions can be made at the national, regional and international levels.*

**Keywords:** conflicts, violence, natural resources, development, Central Africa

---

\* Dominique Kenge Mukinayi: PhD candidate in Political Science, Paris-Est Creteil University (UPEC). Contact: dominique\_ke2001@yahoo.ca

\*\* Sergiu Mişcoiu: PhD Habil., Professor at the Faculty of European Studies, Babes-Bolyai University. Contact: miscoiu@yahoo.com

## Introduction

Les faits qui ont conduit au conflit armé en République Démocratique du Congo (RDC) sont aussi bien d'origine lointaine qu'immédiate. Il importe de les clarifier dans un premier temps avant d'en conférer une quelconque appellation. Tous ces faits au demeurant, se sont complexifiés à cause de l'aggravation de ce conflit ayant entraîné de nombreuses conséquences douloureuses sur le plan humain et sur le plan matériel<sup>1</sup> (Nations Unies, 2015). Les préoccupations sécuritaires du Rwanda et de l'Ouganda ainsi que le problème de nationalité des populations d'origine rwandaise, dites Banyarwanda, expliquent l'origine profonde du conflit armé en République Démocratique du Congo. À la suite de cet épisode sombre du génocide de 1994 au Rwanda, des milliers de réfugiés ont traversé la frontière du Rwanda vers les régions des Kivu au Zaïre<sup>2</sup> (rebaptisé République démocratique du Congo, RDC, en 1997). Parmi eux se trouvaient les gens de l'ethnie hutu : plusieurs d'entre eux étaient qualifiés de « génocidaires », mais aussi des dirigeants dont on dit qu'ils avaient orchestré le génocide et leurs sbires. En République Démocratique du Congo, ils prennent alors rapidement le contrôle des camps de réfugiés d'où ils cherchent à reconquérir le Rwanda.

Le présent article traite de rétroactes du conflit congolais et regard sur ses causes de 1994 à nos jours. Il cherche à mieux faire comprendre les causes profondes des conflits et leurs conséquences sur le développement afin que des décisions soient prises de façon éclairée aux niveaux national, régional et international. Ce conflit, très compliqué par sa nature, comporte des causes d'ordre structurel et des facteurs aggravants. Les causes structurelles se manifestent par la faillite de l'État congolais. L'absence de démocratie et l'usure du pouvoir accompagnées d'une violence aveugle sur les populations civiles ont fini de convaincre les bailleurs de fonds ainsi que les partenaires européens de la République Démocratique du Congo de l'agonie du régime du Maréchal Mobutu. Leur refus d'injecter financièrement ce type de régime est à la base de la faillite de l'État congolais qui ne pouvait plus faire face à ses responsabilités régaliennes consistant à fournir

---

<sup>1</sup> "Conflits en RDC. Causes, impacts et implications pour la région des Grands Lacs", Nation Unies, Addis Abeba: Ed. CEA, 2015, p. 132.

<sup>2</sup> Rapport global du HCR: République Démocratique du Congo, HCR, 2010, pp. 29-34.

des services élémentaires aux citoyens, dans des domaines primordiaux que la santé, l'éducation, l'administration générale et l'armée. En fait, la rupture de la coopération financière n'a fait qu'aggraver une économie déjà en grande difficulté à cause des effets des politiques de nationalisation des entreprises congolaises de 1973, du retrait des étrangers spoliés de leurs biens et de la mauvaise gestion des affaires de l'État par les dirigeants congolais.<sup>3</sup>

Si les causes du conflit congolais se limitaient à la faillite de l'État, la guerre pourrait être évitée mais les facteurs aggravants comme les effets du génocide rwandais ont précipité le pays dans la guerre, tandis que la manipulation ethnique, les problèmes fonciers et l'exploitation illégale des ressources naturelles ont servi de combustible pour alimenter le conflit.

L'implication des pays voisins comme le Rwanda, le Burundi, l'Angola et l'Ouganda à cause de la porosité des frontières et l'instabilité qui règne dans ce pays, lui confère une dimension régionale car la République Démocratique du Congo s'est transformée en champ de bataille où s'affrontent des milices locales et étrangères, de même que les armées étrangères.<sup>4</sup>

Le conflit qui s'est déporté en République Démocratique du Congo et qui a conduit le pays dans une spirale de violence a pris sa source principalement au Rwanda où un génocide a fait plus de 800 000 morts en majorité tutsis et hutus modérés.<sup>5</sup> Les causes profondes de la guerre au Rwanda sont à rechercher dans l'histoire de ce pays longtemps marqué par les clivages entre Hutus et Tutsis alternant au pouvoir depuis plus de 40 ans. La révolution sociale de 1959 a permis aux Hutus majoritaires d'accéder au pouvoir au détriment de la minorité Tutsi jadis favorisée par les colonisateurs belges qui les divisaient pour mieux régner.

Face à l'avancée rapide du Front Patriotique Rwandais (FPR), venu secourir les Tutsis massacrés, les génocidaires perdirent du terrain et se réfugièrent en masse dans les pays voisins plus particulièrement au Zaïre

---

<sup>3</sup> Pierre Jacquemot, « La résistance à la bonne gouvernance dans un état africain. Réflexions autour du cas congolais (RDC) », *Revue Tiers Monde*, no. 204. pp. 129-146.

<sup>4</sup> Stevio Ulrich Baral-Angui, « Migrations, identités et tensions sociopolitiques en Afrique centrale », *Sciences humaines-Cames*, vol. 1, no 6., 2016, pp. 222-238.

<sup>5</sup> Claudine Vidal, « La commémoration du génocide au Rwanda: violence symbolique, mémorisation forcée et histoire officielle », *Cahiers d'études africaines*, 2004, pp. 575-592.

déjà fortement affaibli par la gestion personnalisée du pouvoir par le Maréchal Mobutu, la récession économique et la désintégration de l'armée. Ainsi, l'AFDL de Laurent Désiré Kabila soutenu par le Rwanda et l'Ouganda va profiter de cette faillite de l'État congolais et du chaos provoqué par l'afflux de réfugiés à l'Est du Zaïre pour s'emparer du pouvoir le 17 mai 1997. C'est la naissance de la République Démocratique du Congo.

Loin de faire l'unanimité auprès de la communauté internationale et de l'opposition politique congolaise qui lui reprochaient respectivement d'avoir massacré des réfugiés rwandais et d'avoir confié le pays aux étrangers, Laurent Désiré Kabila décida de se séparer de ses anciens alliés. Se sentant trahis, l'Ouganda et le Rwanda se retournèrent contre le nouveau régime congolais en créant respectivement le MLC et le RCD, deux mouvements rebelles. En guise de réponse, le Président Laurent Désiré Kabila sollicitera des soutiens du Zimbabwe, de l'Angola et de la Namibie. Les acteurs étatiques, au-delà de soutien apporté à la République Démocratique du Congo auraient des intérêts économiques à défendre ou seraient motivés par le désir de déloger des mouvements rebelles qui ont choisi le territoire congolais comme sanctuaire. Dans les deux cas, leur implication confirme la dimension régionale du conflit appelé aussi "*première guerre mondiale africaine*".

La signature tardive des accords de paix de Lusaka puis de Sun City, mettant officiellement fin à la guerre, a favorisé la multiplication des acteurs non étatiques. Ce qui a rendu le conflit plus meurtrier et plus difficile à résoudre. En effet, les manipulations ethniques (entre Hemas et Lendus par l'armée Ougandaise et entre populations originaires du Rwanda et autochtones par le Rwanda) sont pratiquées en même temps que l'exploitation des ressources naturelles par les acteurs étatiques comme non étatiques. Cette exploitation peu orthodoxe des ressources naturelles, favorisée par les entreprises multinationales qui achètent ces matières premières, permet de financer la guerre et donne au conflit toute sa dimension économique.<sup>6</sup> À cela, il faudra ajouter les problèmes fonciers qui opposent les lendus et les hemas, les autochtones et banyarwanda. Les intentions de conquête de territoire que l'on prête au Rwanda qui

---

<sup>6</sup> Claude Serfati et Philippe Le Billon, *Mondialisation et conflits des ressources naturelles*, Ed. Presses des sciences Po, 2007, p. 9.

souhaiterait trouver des solutions à l'exiguïté de son territoire en annexant les deux Kivus compliquent davantage la résolution du conflit.

Face à cette complexité, la Mission de l'Organisation des Nations Unies en République Démocratique du Congo (MONUC), constituée en 1999 de forces hétéroclites sans équipements nécessaires pour la protection de civils et sans mandat clair ne pouvait qu'être impuissante quant au rétablissement de la paix et de la sécurité, fortement perturbées par des supposés ennemis de la paix<sup>7</sup>.

### **La théorie du conflit en République Démocratique du Congo**

Le conflit de la République Démocratique du Congo échappe presque aux théories de la guerre et de la paix, longtemps mises en avant par les réalistes qui mettaient l'État au centre de la conflictualité. La guerre était synonyme de mobilisation des armées nationales et l'État avait le monopole de cette violence légitime. L'État a toujours été considéré comme l'unique auteur reconnu par les réalistes dans les relations internationales tandis que les néo-réalistes, même s'ils reconnaissent l'existence d'autres acteurs, considèrent l'État comme l'acteur principal. Pendant longtemps, cette conception stato-centrée des relations internationales a servi de base pour analyser les phénomènes de la guerre et de la paix pendant la guerre froide. Depuis 1989, avec la fin de la guerre froide, tout a basculé. Le conflit idéologique a cédé sa place aux conflits de toute nature, notamment avec l'explosion de l'ex-Yougoslavie et de l'ex-Union soviétique "*alors que bon nombre d'observateurs pronostiquaient après la guerre froide un monde post-moderne issu du double triomphe de la paix et de la démocratie*"<sup>8</sup> constate, à juste raison Pascal Chaigneau. Les conflits internes existaient bien avant la fin de la guerre froide "*en Inde, au Sri-Lanka, au Soudan, dans la corne de l'Afrique, au Burundi, au Pérou, au Kurdistan et dans d'autres lieux*" mais ils étaient souvent considérés comme marginaux, sans importance.<sup>9</sup>

---

<sup>7</sup> Didier Let, « Genre et paix. Des mariages croisés entre quatre communes de la Marche d'Ancône en 1306 », *Annales, histoire, sciences sociales*, 2012, pp. 629-655.

<sup>8</sup> Pascal Chaigneau, "Géopolitique des conflits africains", *Géopolitique africaine*, no. 7-8, 2002, pp. 83-89.

<sup>9</sup> Bernard Badie, Marie-Claude Smouts, *Le retournement du monde, sociologie de la scène internationale*, 3ème édition, Paris: Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, 1999, p. 171.

En somme, le conflit de la République Démocratique du Congo est un conflit non idéologique impliquant des acteurs étatiques et non étatiques avec des revendications politiques cachant un agenda économique. Ce qui le rend, dès lors, inclassable dans une théorie générale mais il peut trouver sa signification dans plusieurs théories locales. Ce qui importe c'est de trouver dans les théories locales des éléments permettant d'éclairer la problématique et d'appuyer les solutions que nous proposons pour la résolution de ce conflit.

Notre ambition dans le cadre de cette recherche est de proposer des stratégies de résolution du conflit de la République Démocratique du Congo, qui est un conflit complexe, parce que mobilisant plusieurs acteurs étatiques et non étatiques ayant des ambitions différentes. Il est multidimensionnel car il présente les symptômes d'un conflit interétatique, voire régional, vu les États voisins qui sont directement ou indirectement impliqués. À cela, il faut ajouter les dimensions ethnique et économique rendues plus compliquées par la faillite de l'État qui peine à jouer son rôle régalien. Ce type de conflit tire en longueur et laisse des séquelles, notamment sociétales, importantes. Quelles stratégies faut-il mettre en œuvre pour éviter qu'il rejoigne ceux appelés communément "intractable conflict" ou conflits incurables ? Les méthodes de résolution des conflits appliquées par l'ONU et qui reposent sur la mise en place d'un système politique démocratique et l'établissement d'une économie de marché sont-elles adaptées à ce conflit ? Pour répondre à ces questions, la théorie de la paix démocratique qui sous-tend les stratégies de l'ONU sera d'abord examinée dans sa dimension politique et économique, afin de vérifier sa conformité avec les conflits internes de manière générale et le conflit de la République Démocratique du Congo, en particulier. Ensuite, nous postulons que la refondation de l'armée, la consolidation des institutions, le développement d'une économie basée sur les piliers de l'économie congolaise (agriculture, mines et exploitation forestière), la mobilisation des médias au service de la paix, la coopération entre la République Démocratique du Congo et ses voisins, l'endiguement des influences extérieures, l'introduction des valeurs de paix dans l'éducation nationale sont autant de solutions proposées pour la résolution du conflit de la République Démocratique du Congo. Étant donné que la vérification de ces hypothèses révélera des limites, nous ne manquerons pas de les souligner.

## Méthodologie

Ce travail a commencé par une phase d'exploration du sujet et des théories qui ont éclairé la problématique que nous avons traitée. Différentes sources ont été utilisées pour mener à bien notre recherche. Le recours aux travaux publiés sur le sujet par plusieurs auteurs a été indispensable. Parmi ceux-là, nous citerons: Collier P., "*Economic causes of civil conflict and their implications for policy*, World Bank, Working paper, 2000"; Faily Didier, "*Coltan: pour comprendre...*"; William Zartman, "*Collapsed states: the disintegration and restoration of legitimated authority*, Lynne Rienner Publishers, Boulder, p.2; Jacquemot, Pierre, (ex. Ambassadeur de France en RDC), « *Économie politique des conflits en RDC*, *Revue Cairn. Info – Afrique contemporaine*, 2009 ; Roland Pourtier, "*Le Kivu dans la guerre: acteurs et enjeux*", 2009; et Marine Lester, "*L'Est de la RDC: Du scandale géologique au scandale politique, économique, humanitaire*, 2011". Nous nous sommes contentés des ouvrages, des rapports réguliers et très détaillés des Nations Unies ainsi que des nombreuses organisations non gouvernementales comme Human Rights Watch, International Committee Rescue, Médecins sans frontières, International Crisis Group, L'association nationale pour l'évaluation environnementale et le consortium des recherches sur l'évaluation environnementale des conflits armés en RDC présents sur le terrain. Nous avons diligenté les entretiens semi-dirigés avec certaines organisations de la société civile dans les pays du nord, à l'occurrence de la Belgique et avons consulté des nombreux articles de presse en papier comme sur internet qui nous ont été d'un très grand apport, dans le cadre de nos recherches. En effet, pour traiter cette question, la théorie de la résolution des conflits semble plus adaptée à notre démarche, dans la mesure où elle étudie les causes, la gestion et la consolidation de la paix.

Cependant nous restons conscients de ses limites et du fait qu'elle ne s'adressait pas spécifiquement aux conflits internes comme c'est le cas du conflit congolais. Étant donné aussi que ce conflit est multidimensionnel et que la résolution des conflits englobe plusieurs domaines comme les causes des conflits, la négociation et la consolidation de la paix, nous tenterons chaque fois d'éclairer le domaine traité avec une théorie locale, si nécessaire, avant de le traiter.

Notre méthode a consisté aussi à confronter les faits observés avec la théorie pour en tirer des conclusions, les expliquer et les analyser avant de faire des propositions. Cette démarche permettra d'étudier les causes du conflit dans toutes ses dimensions et d'expliquer le rôle de la communauté internationale sous l'égide de l'ONU dans la gestion du conflit, en questionnant ses stratégies fondées sur la théorie de la paix démocratique avant de proposer des solutions complémentaires alternatives.

### **Causes et constances du conflit congolais**

Le conflit congolais est le produit de l'enchevêtrement entre des causes structurelles et des éléments conjoncturels, qui contribuent à leur donner de l'intensité. Les deux causes structurelles identifiées ici sont un héritage de la colonisation de 1885 à 1960, à savoir la distribution du pouvoir et l'attention portée aux différences ethniques comme mode de mobilisation. Les éléments conjoncturels sont les ingérences extérieures, le rôle des matières premières dans les conflits et l'absence de victoire militaire. S'agissant des causes structurelles, la faillite de l'État, la déliquescence des forces de sécurité et l'absence de justice sociale constituent les éléments déclencheurs du conflit en République Démocratique du Congo. Il s'agit bien évidemment, comme le souligne Emmanuel Banywesize cité par le Professeur Sergiu Miscoiu, de l'absence de l'État de droit, remplacé par la volonté et les caprices des dirigeants, et l'exclusion mutuelle des familles, des ethnies, des tribus, des partis et des courants idéologiques du projet collectif qui repose sur la domination et la mainmise temporaires sur les ressources du pays<sup>10</sup>. En effet, les congolais n'ont jamais profité pleinement de la richesse de leur pays. Les fruits de l'exploitation de ses immenses richesses sont concentrés entre les mains de la classe dirigeante qui en fait un usage impartial et gabégué.

En fait, la faillite d'un État est souvent à la base de désordre sans précédent, conduisant pour la plupart à de violents conflits. Selon le professeur William Zartman " *state collapses when the structure, authority, law, and political order have fallen apart and must be reconstituted in some form, old or*

---

<sup>10</sup> Sergiu Mișcoiu, Sedagban Hygin Faust Kakai, Koukou Folly Hetcheli (dir.), *Recul démocratique et néoprésidentialisme en Afrique centrale et occidentale*, Iași: Institutul European, 2015, p. 15.



*new*".<sup>11</sup> En d'autres termes, quand l'État ne remplit pas convenablement ses fonctions régaliennes qui consistent à fournir aux citoyens un système de santé fonctionnel et une éducation de qualité, à assurer la sécurité des personnes et des biens pour ne citer que ceux-là, il est permis de dire qu'il est en faillite. Et la conséquence est que chaque groupe ou chaque citoyen va se substituer à l'État pour assurer sa propre protection car la déliquescence de l'État se traduit, dans une certaine mesure, par la désintégration des forces de sécurité. Tel est le cas de la République Démocratique du Congo.

Quand on se penche sur la configuration politico-administrative héritée de la colonisation, on observe que la caractéristique des rébellions successives de la crise congolaise est assurément la distance séparant la capitale du pays du lieu de la rébellion. Pratiquement toutes les rébellions prennent racine à l'Est et débutent dans les zones frontalières avec des pays voisins. Les deux provinces de Kivus en RDC, à la frontière avec le Rwanda et l'Ouganda tiennent le flambeau même si on a observé d'autres milices au Maniema et au Katanga. Cette constante est une conséquence de l'organisation territoriale des pays africains héritée de la colonisation : la priorité donnée par les colonisateurs à l'exportation des biens explique qu'ils aient privilégié comme centres administratifs et économiques des bordures côtières ou fluviales, au détriment de l'arrière-pays. Ainsi, Kinshasa, la capitale de la RDC, est situé en bordure du fleuve Congo.

À cette configuration politico-administrative s'est ajouté le fait que l'État congolais a été créé avant d'être une nation, sur la base d'une multiplicité des peuples ethniquement différents.<sup>12</sup> À ne considérer que les régions des Kivu, il y a une mosaïque des peuples dits « autochtones », des peuples hutu et tutsi de souche et de culture kinyarwanda, mais aussi d'une importante population immigrée venue du Rwanda ou du Burundi à des moments différents pendant la colonisation. Ainsi, le sentiment national dans des pays comme l'ex-Zaïre est-il davantage né de l'allégeance au dirigeant en

---

<sup>11</sup> William Zartman, *Collapsed States: the disintegration and restoration of legitimate authority*, Boulder/London: Lynne Rienner Publishers, Boulder, p. 2.

<sup>12</sup> Gérard Eddie Guipié, *La question ethnique dans la formation des alliances interétatiques lors des conflits armés en RDC et dans les Grands Lacs Africains* (Thèse de doctorat, École doctorale de droit), Lyon, 2014.

place – Joseph-Désiré Mobutu<sup>13</sup> – que de la définition formelle d'un projet national. Bien qu'existant jusqu'à aujourd'hui, ce sentiment national n'a pas mis fin à la persistance de la solidarité ethnique comme outil de mobilisation politique<sup>14</sup>. L'adoption de constitutions démocratiques et l'instauration du multipartisme au début des années 1990, en fragilisant ces régimes autocratiques, a aussi ébranlé la domination de la conception de la nation qu'ils avaient jusque-là imposée.

Le règne de la majorité qu'implique le scrutin majoritaire a remis au cœur du débat la question de la composition de la nation, donc du corps politique et électoral. La marginalisation politique de certaines populations à l'instar des rwandophones comme cela a été lors de la Conférence nationale souveraine, a été un catalyseur de crises futures. Il suffit ici d'évoquer l'épisode de la guerre dite des Banyamulenge (rapidement récupérée par l'AFDL de Laurent-Désiré Kabila) pour s'en convaincre. Ce qui s'observe dans le conflit qui endeuille la RD Congo aujourd'hui, c'est la plupart des mouvements insurgés manifestent un attachement au cadre territorial et national hérité de la colonisation et n'affichent pas de tendances sécessionnistes et ne réclament pas un rattachement aux pays voisins.<sup>15</sup>

Contrairement à ce qui se passe ailleurs où les différences ethniques et religieuses sont des éléments de mobilisation pour les groupes insurgés, au Congo Kinshasa, ces dimensions doivent être relativisées. Il est difficile de nier que les tensions ethniques n'existaient pas avant les conflits à l'Est de la RD Congo, notamment dans les deux provinces du Kivu. Cependant, ces tensions constituent rarement l'élément déclencheur du conflit. Loin d'être un élément structurant des conflits, l'appartenance ethnique ou religieuse s'avère avant tout un outil de mobilisation pour des mouvements rebelles ou insurgés.

---

<sup>13</sup> Herbert F. Weiss, Tatiana Carayannis, "The enduring idea of Congo", in Ricardo René Laremont (dir.), *Borders, Nationalism and the African State*, Boulder/London: Lynne Rienner Publishers, 2005, p. 159.

<sup>14</sup> Lazare Ki-Zero, « La crise de l'État en Afrique », *L'Europe en formation*, no. 296, print. 1995, p. 65.

<sup>15</sup> Filip Reyntjens, "The privatization and the criminalization of public space in the geopolitics of Great Lakes Region", *Journal of Modern African Studies*, vol. 43, no. 4, 2005, p. 604.

## Eléments conjoncturels : les ingérences des pays voisins

La proximité des provinces en rébellion aux frontières du pays renforce la probabilité d'une alliance ad hoc entre les mouvements rebelles et les pays avoisinants. Cet aspect du conflit congolais a été sous-estimé et les pays occidentaux n'y ont accordé qu'une attention très discrète sans toutefois le condamner. La faiblesse intrinsèque de l'Etat congolais tend à exclure toute velléité d'expansion de sa part ; par contre, cet État dispose à la fois les effets de la solidarité ethnique transnationale dont bénéficient les groupes insurgés rwandophiles et ougandophiles et la volonté des régimes rwandais et ougandais d'intervenir chez son voisin pour des buts précis.

La cause principale de l'instabilité persistante dans l'Est de la République démocratique du Congo est l'ingérence de ses voisins rwandais et ougandais depuis 1996. Ces deux pays, qui ont participé militairement au renversement du maréchal Mobutu, ont créé l'AFDL de Laurent-Désiré Kabila, qui servait de vitrine congolaise à ce qui était de fait une invasion étrangère. Le Rwanda et l'Ouganda justifiaient alors leurs actions par des objectifs sécuritaires qui étaient de priver leurs rébellions respectives de leurs sanctuaires zaïrois dans les Kivus et en Ituri. Les événements ont cependant montré que ces objectifs sécuritaires dissimulaient des visées expansionnistes.

Le régime rwandais a utilisé le territoire congolais comme un théâtre de projection de sa puissance au détriment du régime de Mobutu et du régime de Kabila. Ce dernier échappa à la défaite en 1998 face à son ancien allié uniquement grâce à la mobilisation populaire et au soutien de l'Angola, du Zimbabwe, du Soudan et de la Namibie ; il échappa aussi à l'emprise de son ex-allié ougandais qu'il a vaincu militairement à Kisangani en 1997(RDC).<sup>16</sup>

Dans les faits, on a pu voir que le Rwanda a affirmé sa puissance en contrôlant, après 1998, les Kivus via sa vitrine congolaise, le RCD/Goma (Rassemblement des Congolais pour la démocratie). Ce mouvement rebelle qui se prétendait protecteur des populations tutsies est devenu, depuis le

---

<sup>16</sup> Bernard Leloup, « Le Rwanda et ses voisins, L'Afrique des Grands Lacs », *Annuaire 2004-2005*, pp. 152-159.

retrait officiel des forces rwandaises en 2002, son bras politique en RD Congo. Le Rwanda, à travers le RCD-Goma, instrumentalise le sentiment anti-tutsi de la majorité des Congolais – en réaction aux invasions rwandaises – pour justifier son refus de désarmer ou d'intégrer les forces armées nationales, afin de maintenir son emprise sur les Kivus<sup>17</sup>. Il contribue de cette manière à détacher cette région – et ses populations – de la RDC pour l'installer durablement dans l'orbite rwandaise.

Par ailleurs, les ressources naturelles sont apparues comme un outil de prolongation des conflits en RD Congo<sup>18</sup>. Les liens entre la présence de ressources naturelles et les crises à l'Est de RD Congo sont aussi évidents qu'ils peuvent être diffus. La richesse du sous-sol constitue une donnée importante : minerais, diamants, bois, coltan, etc.<sup>19</sup> S'il est avéré que la présence d'importantes ressources matérielles dans une région augmente la probabilité des conflits du fait de l'absence de redistribution des revenus tirés de leur exploitation, une incertitude demeure à propos de son importance dans l'échelle des priorités des belligérants.

Deux tendances qui ne sont pas exclusives se dégagent. La première est que le contrôle des régions produisant des matières premières constitue un but intermédiaire, lequel serait l'affaiblissement de l'Etat qui en tire ses revenus. La seconde tendance observée, à l'Est de la RDC, fait du contrôle de ces zones un objectif prioritaire à des fins de financement des activités militaires. Dans l'Est du Congo, le contrôle de l'Ituri et des Kivus par les différents mouvements rebelles et leurs parrains ougandais et rwandais a donné lieu à une exploitation accélérée des minéraux comme l'or, le coltan.<sup>20</sup> L'exploitation des ressources s'avère pernicieuse pour la mise en œuvre d'un processus de paix et s'érige rapidement en facteur de prolongation du conflit. Du fait des positions économiques avantageuses

---

<sup>17</sup> Filip Reyntjens, "Rwandan: ten years from genocide to dictatorship", *African Affairs*, vol. 103, no. 411, 2004, p. 207.

<sup>18</sup> Rapport final du Groupe d'experts de l'ONU, 2002.

<sup>19</sup> Marine Lester, « L'est de la République Démocratique du Congo : du scandale géologique au scandale politique, économique, humanitaire » *Les Cahiers d'Outre-mer*, 2011, pp.435-438

<sup>20</sup> Jeroen Cuvelier, « Réseaux de l'ombre et configurations régionales : le cas du commerce du coltan en République Démocratique du Congo », *Politique Africaine*, no. 93, 2004, pp. 82-92.

acquises pendant le conflit, il devient difficile pour de nombreuses parties d'intégrer un cadre politique légal qui exclut certaines pratiques.<sup>21</sup> Les acteurs qui en profitent privilégient donc le statu quo en entretenant l'instabilité.

## **Les acteurs étatiques ou régionaux impliqués dans le conflit**

Sept pays sont à des formes et niveaux divers impliqués dans le conflit : la République Démocratique du Congo est le pays agressé car la guerre se déroule sur son sol. Le Zimbabwe, l'Angola et la Namibie sont venus au secours de Kabila à sa demande. Le Rwanda, l'Ouganda et le Burundi sont considérés comme les agresseurs et anciens alliés de Laurent Désiré Kabila qui se sont subitement retournés contre lui. D'autres pays comme le Tchad, la Libye, l'Erythrée, la Zambie ont une implication moindre dans le conflit.

## **Acteurs intérieurs**

La guerre du Kivu est une guerre africaine : on se massacre entre Africains. En tuant de préférence des civils, il y a moins de risques pour les détenteurs de « kalach » et autres armes de plus en plus destructrices. Loin est le temps où les mercenaires, dans les années 1960, avaient fait du Congo le terrain de leurs aventures. Toutefois, il ne faut pas perdre de vue qu'aucun des belligérants ne possède d'usine d'armement et que la guerre par conséquent est alimentée par le commerce mondialisé et généralement illicite des armes, munitions et autres équipements militaires (jusqu'à l'habillement). Les systèmes de télécommunication, en particulier le téléphone portable, qui jouent un rôle essentiel dans des guerres de mouvement sont contrôlés par des groupes internationaux. Le Rwanda constitue un proche et efficace relais logistique pour les rebelles tutsis.

Ces acteurs intérieurs connus et reliés au conflit peuvent être classés de la manière suivante :

---

<sup>21</sup> Philippe Hugon, « Conflictualité armée en Afrique : le rôle des facteurs économiques », *The Europea Journal of Development Research*, vol. 18, no 2, 2006, p. 26

*Les Forces Armées de la République Démocratique du Congo (FARDC)* qui ne constituent pas une armée unifiée, disciplinée et en ordre de marche. Cette armée congolaise présente les mêmes faiblesses que celles des ex-Forces Armées Zaïroises de Mobutu. Ces troupes mal payées et contraintes de facto à vivre dans le pays, manquent de discipline. Il est à souligner qu'il y a coupure entre l'État-major et le terrain des opérations ainsi que la corruption d'officiers plus sensibles à la « politique du ventre » qu'à l'engagement au combat.<sup>22</sup> La débandade des soldats des FARDC après chaque avancée des rebelles témoigne de la faiblesse de leurs capacités combattantes. Les soldats se livrent aux actes de pillage et de violences contre les populations civiles, faisant fi de toute éthique militaire.

*Les milices Mai-Mai*<sup>23</sup> constituent des groupes d'autodéfense des communautés locales et présentent ainsi une forte identité ethnique. Les groupes Mai-Mai sont à la fois très autonomes et facilement instrumentalisés par les leaders politiques et autres entrepreneurs de guerre ; leurs alliances sont changeantes. Le seul point commun réside dans le rejet des étrangers, en l'occurrence les Rwandais, principalement les Tutsis. Dans le contexte actuel, ils combattent au côté des FARDC pour repousser les rebelles dont ils ne tolèrent pas l'origine rwandaise. Le même rapport de l'ONU de décembre 2008 confirme que les Mai-Mai constituent le troisième groupe armé le plus important après le Front Démocratique pour la Libération du Rwanda (FDLR) et le Congrès National pour la Défense du Peuple (CNDP) transformé aujourd'hui en M23.<sup>24</sup>

*Le Congrès National pour la Défense du Peuple, (CNDP)* appelé M23 en 2012.

Ce mouvement politico-militaire est issu au départ de populations rwandophones, désignées sous l'appellation générique « Banyarwanda » et plus précisément de leur composante tutsie « Banyamulenge »<sup>25</sup> Le chef de

<sup>22</sup> Le rapport du groupe d'experts de l'ONU sur la RDC sur les ventes d'armes par les officiers de FARDC, y compris au CNDP, 2008.

<sup>23</sup> Franck van Acker, Koen Vlassenroot, « Les Mai-Mai et les fonctions de la violence milicienne dans l'Est du Congo », *Politique africaine*, no. 84, 2001, pp. 103-116.

<sup>24</sup> Rapport de l'ONU, Décembre 2008.

<sup>25</sup> Banyarwanda signifie "les gens du Rwanda", Banyamulenge "les gens de Mulenge" du nom d'un village du massif de l'Itombwé en RDC, à l'Ouest du Lac tanganyika, habité par les pasteurs tutsis. Avec l'ethnisation croissante des rapports sociaux, le terme de Banyamulenge a tendance à englober l'ensemble des Tutsis vivant au Congo.

ce mouvement a justifié sa rébellion par la nécessité de protéger les Tutsis du Congo, dont la sécurité et les intérêts économiques apparaissent menacés depuis que la mise en œuvre des accords de Pretoria a modifié la configuration géopolitique de la nouvelle RDC. De profondes affinités rapprochent les Tutsis congolais de ceux du Rwanda. Un certain nombre de cadres militaires du CNDP (actuel M23) s'étaient engagés au côté du Front Patriotique Rwandais jusqu'à la prise du pouvoir à Kigali en 1994. Après plusieurs tentatives destinées à les intégrer dans la nouvelle armée congolaise (FARDC), le processus dit de « mixage » ou de « brassage » s'est finalement soldé par un échec, préluant à la reprise des combats, fin 2007. Cette trajectoire explique en grande partie l'efficacité des troupes du CNDP (M23). Aguerries dans les combats passés, ces troupes qui maîtrisent l'art de la guerre, ne connaissent pas les faiblesses de l'armée congolaise qui ne parvient pas à devenir « nationale ». Soutenues par le Rwanda, notamment en logistique et en équipements, elles représentent la composante armée la mieux organisée et la plus déterminée de tous les belligérants avec un effectif évalué à 7000 hommes. Depuis ses premières victoires sur les FARDC, les forces armées du CNDP (M23) n'ont cessé de monter en puissance. En automne 2008, elles se sont emparées d'une grande quantité d'armes et de munitions lors de la prise du camp militaire de Rumangabo, situé au nord de Goma. En 2012 ces troupes ont fait une entrée fracassante dans Goma pour piller les commerces, banques et faire toutes sortes d'exactions contre les populations civiles.

*Le Front Démocratique de Libération du Rwanda, FDLR*

Les survivants des forces Armées Rwandaises (FAR) durant la période où les Hutus exerçaient le pouvoir et des miliciens Interahamwe, acteurs centraux du génocide de 1994, ont cherché à se donner une respectabilité politique en opérant sur le territoire congolais. Depuis la destruction en 1996 des camps de réfugiés hutus installés en RDC, une dizaine de milliers de rescapés ont trouvé refuge dans les forêts du Kivu où ils ont fini par s'installer durablement avec la bienveillance sinon le soutien actif du gouvernement congolais. Pour le Rwanda, la présence de ces Hutus en RDC représente une pomme de discorde interdisant toute relation durablement pacifiée entre les deux pays, mais elle est aussi un alibi commode pour légitimer diverses formes d'interventions rwandaises

au Kivu. Depuis la recrudescence des combats entre l'armée rebelle et les forces armées congolaises, le FDLR lutte ouvertement au côté de celles-ci qui lui fournissent armes et munitions. Outre cette source d'approvisionnement, le financement de la composante armée du FDLR provient principalement de l'exploitation des ressources minières dans les zones qu'il contrôle au Nord et au Sud Kivu. Le communiqué commun signé par la RDC et le Rwanda le 9 novembre 2007 soulignait la priorité de s'attaquer au problème du désarmement et du rapatriement des Forces démocratiques de libération du Rwanda. La résolution 1856 du 22 décembre 2008 du Conseil de Sécurité des Nations Unies insiste à nouveau sur ce point avec raison, car aucune sortie de crise n'est imaginable sans ce préalable<sup>26</sup>. Les interventions du Rwanda dans l'Est de la RDC ne sont toutefois justifiées par son gouvernement qu'en raison de la nécessité de combattre les « forces négatives » hutues, ces anciens génocidaires qui ont trouvé refuge au Kivu et constituent un fort potentiel d'insécurité. La présence des FDLR sur le territoire congolais arrange bien des acteurs en eau trouble<sup>27</sup>.

#### *La Mission des Nations Unies en RDC, la MONUC*

Créée en novembre 1999, elle est la plus importante et la plus coûteuse des missions actuelles des Nations Unies. Elle compte actuellement quelque 19000 soldats, dont plus de la moitié, au Nord-Kivu. En dépit de cet engagement dont le coût annuel se chiffre à plus d'un milliard de dollars US, il n'est ni exagéré ni provocateur de dire qu'elle a surtout servi à verser de confortables salaires à ses militaires-fonctionnaires. Ils sont originaires de pays en développement et que par conséquent la guerre au Kivu participe d'une certaine manière à l'aide internationale en faveur des pays du Sud.<sup>28</sup> Les populations du Kivu, en dehors de quelques prostituées, de quelques chauffeurs recrutés localement savent qu'elles n'ont pas profité de leur présence : l'essentiel des approvisionnements de la MONUC est importé et la protection des populations civile n'a pas été assurée. La

---

<sup>26</sup> Résolution de l'ONU 1856 du 22 décembre 2008.

<sup>27</sup> Résolution de l'ONU 1856 du 22 décembre 2008.

<sup>28</sup> Au 7-10-2008 : les principaux contingents par nationalité se répartissaient ainsi: Inde(4372), Pakistan (3551), Bangladesh (1330), Uruguay (1324), Afrique du Sud(1056), Népal (1030)-Source ONU.



préoccupation principale de l'ONU étant qu'il n'y ait aucune victime dans les rangs de ses soldats, comment pourrait-elle pacifier le Kivu, c'est-à-dire désarmer les FDLR, les Mai-Mai et les troupes du M23? La MONUC qui est mandatée pour utiliser ses moyens de surveillance et d'inspection pour empêcher les groupes armés illégaux de bénéficier d'un appui provenant du trafic des ressources naturelles semble ne pas jouer son rôle. Les populations du Kivu trouvent cette organisation complice dans l'escalade du conflit qui les menace. L'exploitation des ressources comme facteur de perpétuation du conflit est clairement ciblée et l'ONU semble y participer. Cette mission sera éventuellement remplacée par la MONUSCO dont le mandat est prorogé jusqu'au 1<sup>er</sup> février 2015.<sup>29</sup>

## Acteurs africains

### Les voisins : l'ombre du Rwanda

Le Rwanda est un acteur essentiel de la guerre du Kivu. Non seulement parce que la déstabilisation de l'Est de la RDC est la conséquence directe de ses problèmes internes, mais aussi parce que le Rwanda essaie d'exercer un contrôle sur l'Est du Kivu, tant pour sa sécurité que pour s'approprier des terres et des ressources minières. Le Rwanda est certainement le pays le plus impliqué dans le conflit avec l'Ouganda. Après avoir longtemps nié toute implication dans le conflit congolais, le Rwanda par le biais de Paul Kagamé a reconnu publiquement<sup>30</sup> avoir aidé la rébellion conduite par Kabila à conquérir le pouvoir au Zaïre. Le Rwanda avait fourni armes et entraînement aux troupes de Kabila et *"l'armée rwandaise a participé dans la prise d'au moins quatre villes (Kinshasa, Lubumbashi, Kenge et Kisangani)."*<sup>31</sup>L'Ouganda a aussi des visées économiques sur le Nord de la province, mais il est surtout concerné par le conflit, à certains égards comparables, de l'Ituri. Le Rwanda a été choisi par les Américains comme zone d'influence pour l'Afrique centrale ainsi que le contrôle de l'Afrique de l'Est. C'est ainsi que les Américains y placent leur

---

<sup>29</sup> Résolution S/RES/2136 (2014).

<sup>30</sup> Interview accordée au Washington post, le 9 juillet 1997.

<sup>31</sup> *Ibidem*.

base militaire et soutiennent clairement ce pays où ils instrumentent sur place des unités bien formées et livrent matériel et équipement sophistiqués. Ainsi, le Rwanda rend service aux multinationales qui opèrent en RDC pour l'évacuation de leurs produits.<sup>32</sup> La question de l'implication du Rwanda dans la guerre du Kivu fait toujours problème, car elle pose *in fine* celle du périmètre de l'État. Le chevauchement d'identités ethniques transfrontalières et d'appartenance nationale dessine des configurations complexes et des statuts ambigus. Le Rwanda souhaite que l'Est de la RDC demeure une zone de souveraineté partagée pour des raisons économiques et de ce fait, il veut demeurer une plaque tournante pour l'exportation des minerais extraits en RDC (coltan, cassitérite,...). La découverte des gisements pétroliers a aiguisé l'appétit des pays voisins qui estiment que l'exploitation de ceux-ci devrait être partagée entre l'Ouganda et le Rwanda.

### **Le rôle de l'Ouganda: la sécurité comme leitmotiv**

À l'instar de son allié rwandais, l'Ouganda est impliqué dans le conflit de la République Démocratique du Congo mais avec un niveau d'implication et de motivations différentes. Même s'il est accusé au même titre que le Rwanda et le Burundi quant à la prédation de richesses, il n'en demeure pas moins qu'il reste très préoccupé par la sécurité de son territoire car le Maréchal Mobutu "*tolérait, depuis longtemps, la présence dans le Kivu de mouvements de guérilla hostiles au Président ougandais Museveni*".<sup>33</sup>

### **Le rôle du Burundi : le droit de sécuriser ses frontières**

L'implication du Burundi dans le conflit congolais semble très limitée, en tout cas largement inférieure au niveau d'implication du Rwanda et de l'Ouganda. Sa participation relève plutôt d'une *complicité tolérante*<sup>34</sup> que de l'engagement actif. Ainsi, l'entrée des troupes de l'Armée Patriotique Rwandaise (APR) et du matériel au sud Kivu s'est faite à travers le territoire

<sup>32</sup>Alain Deneault, « Noir Canada : pillage, corruption et criminalité en Afrique », *Éco société*, 2008, p. 9.

<sup>33</sup> Marie Joannidis, Christophe Champlin, "République Démocratique du Congo: le dossier d'un conflit régional", *Revue Internationale et Stratégique*, vol.33, 1999, p. 144.

<sup>34</sup> Olivier Lanotte, *République Démocratique du Congo, guerres sans frontières, op.cit.*, p. 173.

burundais en parfait accord avec le régime de Bujumbura.<sup>35</sup> Selon Olivier Lanotte, cette modération de Buyoya, Président Burundais est due au manque d'effectifs de l'armée burundaise qui devait faire face aux assauts de trois mouvements rebelles. Ce qui l'empêche de combattre dans plusieurs fronts.

### **Les puissances régionales : les ambitions de l'Angola**

Parmi les deux principaux alliés de la RDC, le Zimbabwe est aujourd'hui hors course car très affaibli par la crise politique qui le paralyse, son économie est ruinée. En revanche, l'Angola entend jouer un rôle régional à la hauteur de sa nouvelle richesse pétrolière. Son soutien à la RDC en échange d'avantages économiques, est aussi un moyen de damer le pion aux ambitions du Rwanda. Plusieurs témoignages ont récemment fait état de la présence d'Angolais au Kivu. Selon le journal « Le Potentiel » publié à Kinshasa, il pourrait s'agir d'instructeurs et d'officiers du renseignement. Si l'Angola intervenait militairement aux côtés de la RDC, ce serait le signe d'une nouvelle régionalisation du conflit.<sup>36</sup>

### **Les axes de tension**

Comme nous l'avons signalé au début de notre analyse, pour beaucoup d'acteurs le chaos entretenu en RDC permet une exploitation illicite des ressources naturelles. Des réseaux maffieux, mais aussi des multinationales bien connues, achètent et commercialisent des produits issus de cette contrebande sans devoir payer quelque redevance à l'État congolais. Et pour des pays voisins comme l'Ouganda, mais surtout le Rwanda, la RDC est un réservoir à exploiter ou à extraire en toute quiétude aussi bien pour assurer la gestion interne de leur clientèle politique que pour soutenir leurs efforts de développement. Depuis le début de la guerre jusqu'à ce jour, un complexe militaro-commercial s'est développé en Ouganda qui organise l'exploitation et le trafic de l'or, du bois et du diamant de la RDC, tout en évitant la répression systématique comme celle

---

<sup>35</sup> Claude Kabemba, « Rapport Written no 16/2000 : De l'indépendance à la première guerre mondiale africaine », UNCHR, *Centre de documentation et de recherche*, 2001, p. 16.

<sup>36</sup> Courrier international, 2008. No 941

qui existe dans les territoires occupés par les Rwandais<sup>37</sup> Le dernier rapport du groupe d'experts donne des précisions quant au partage de facto des territoires miniers entre les groupes armés illégaux, mais aussi les militaires des FARDC.

Les FDLR détiennent les positions les plus importantes; ils comptent parmi eux de grands commerçants qui négocient avec les comptoirs de vente ayant pignon sur rue, y compris au Rwanda.<sup>38</sup> Le Rwanda n'est pas doté des ressources naturelles dont regorge la province congolaise du Kivu qui le jouxte. Ses rapports annuels font clairement état des exportations, en Occident, de ces ressources à partir de son territoire. En mai 2002, le Rwanda et l'Ouganda ne se sont-ils pas affrontés à Kisangani, capitale de la province orientale, pour le contrôle de cette ville congolaise, pourtant située loin de leurs territoires respectifs ? Dans cette province abondent moult ressources, entre autres : diamant, or, pétrole, etc. L'exploitation des matières premières en provenance du Kivu semble être militarisée et partiellement sous contrôle d'officiers de l'armée rwandaise sans que l'on voie trace d'une implication étrangère directe. La commercialisation se fait par les filières commerciales d'avant-guerre, contrôlées par les commerçants libanais ou rwandais en collaboration avec ou sous contrôle d'officiers de l'armée rwandaise. L'opacité des réseaux de commercialisation fait l'affaire de tous les acteurs. Les circuits de l'or sont particulièrement opaques, les activités illégales profitant aux groupes armés, aux commerçants, aux transporteurs, aux douaniers, etc. avant que l'or ne s'envole pour Dubaï, sa destination de prédilection. Dans un contexte général, la seule loi qui puisse prévaloir sur le terrain est celle de la *kalachnikov*. Mais si ce conflit perdure, c'est en grande partie parce que beaucoup d'acteurs extérieurs y trouvent leur intérêt.

Pour le Rwanda, la perpétuation de la confusion au Kivu favorise son entreprise de peuplement, ses positions économiques dans la commercialisation des ressources minières et son influence politique. Pour les multinationales et plus généralement toutes les entreprises mondialisées, les productions extraites du sous-sol du Kivu par une multitude de

---

<sup>37</sup> Erik Kennes, « Le secteur minier au Congo : Déconnexion et descente aux enfers », *L'Afrique des Grands Lacs, Annuaire 2000-2001*, Paris: L'Harmattan, 2000, p. 327.

<sup>38</sup> Roland Pourtier, « Le Kivu dans la guerre : acteurs et enjeux », *EchoGéo Sur le Vif*, 2009, p. 12.

creuseurs misérables sont une aubaine, car mises sur le marché à vil prix, elles permettent des bénéfices considérables tout au long d'une chaîne de commercialisation où les activités réputées licites frayent sans vergogne avec le monde obscur de l'illicite. L'explosion de la demande mondiale de tantale<sup>39</sup> à la fin des années 1990 a aiguisé l'appétit des pays voisins de la RDC. Ce métal se trouve en effet en abondance dans le sous-sol du Kivu sous la forme d'un minerai composite, la colombo-tantalite, en abrégé *coltan*.<sup>40</sup> Il se trouve que la fièvre du coltan a correspondu à la période d'occupation du Kivu par les militaires rwandais et ougandais, période durant laquelle toutes les ressources naturelles, bois, or, coltan ont fait l'objet d'un pillage systématique, dénoncé à partir de 2001 par un groupe d'experts mandatés par l'ONU.<sup>41</sup> Le tantale nous semble le seul métal produit au Kivu vraiment utile pour l'économie minière internationale, et la recherche des gisements et de points d'achat par les compagnies acheteuses est intense. Ainsi, le peuple congolais est obligé de résister parce que ses richesses sont pillées par des puissances étrangères avec la complicité d'une élite congolaise.<sup>42</sup>

La communauté internationale a toujours pris des positions incohérentes sinon contradictoires par rapport à la situation complexe de l'Est de la RDC. On sait depuis longtemps que des armées et des entreprises étrangères y opèrent en toute illégalité et brutalité dans l'exploitation des ressources ; que le droit international y est bafoué avec le non-respect des frontières de la RDC. Des ONG et d'autres acteurs locaux ou étrangers n'arrêtent pas de dénoncer les viols et autres exactions dont les populations locales sont régulièrement victimes. Mais on ne fait pas grand-chose pour aider la RDC à mettre fin à ce conflit. Une force internationale (MONUSCO), bien équipée et très couteuse, y est déployée, mais avec un mandat tellement flou ou limité, sans qu'on sache clairement à quoi sert sa présence.

---

<sup>39</sup> Le tantale est utilisé pour la fabrication des condensateurs des téléphones portables et de consoles de jeux.

<sup>40</sup> De Faily Didier, « Coltan : pour comprendre..... », *l'Afrique des Grands Lacs, Annuaire 2000-2001*, L'Harmattan, Paris, 2002, pp.279-306

<sup>41</sup> Groupe d'experts des Nations-Unies de 2001 à 2003 et le même groupe a été reconduit en 2007-2008.

<sup>42</sup> S. Jackson, « Nos richesses sont pillées, Économies des guerres et rumeurs des crimes au Kivu », *Politique africaine*, no. 84, 2001, pp. 117-135.

Aujourd'hui encore, nonobstant les trois rapports des Nations Unies mettant en exergue le soutien accordé par le Rwanda et l'Ouganda au M23, et qui corroborent ce que d'autres observateurs ou analystes avaient toujours stigmatisé, aucun compromis ne se dégage au niveau international pour adopter de vraies sanctions à l'encontre de ces pays pour les contraindre à jouer un rôle plus positif dans la crise congolaise. Bref, pour comprendre notre analyse, il y a lieu, pour clore ce chapitre, d'indiquer trois facteurs majeurs qui semblent expliquer la situation actuelle à l'Est de la RDC avant de proposer une intervention pour parvenir à une paix durable dans cette région :

- les appétits économiques et hégémoniques de certaines puissances étrangères, dont les pays limitrophes comme le Rwanda et l'Ouganda;
- les incohérences et contradictions de la communauté internationale face à la situation en RDC;
- la faiblesse structurelle des institutions étatiques congolaises, et l'incapacité de ses dirigeants d'y trouver une solution véritable dans un horizon de long terme.

### **L'absence de victoire militaire**

Le déroulement de ce conflit congolais porte en germe l'échec de toute tentative extérieure d'imposer la paix. En l'absence d'une victoire de l'une des parties, toute sortie de crise est vouée à être un consensus mou, préalable à de futurs affrontements. Ce conflit permet de dégager un modèle de déroulement en trois étapes, dont l'ultime est la stagnation. Première étape, le déclenchement d'une rébellion à partir d'une province frontalière, souvent avec le soutien de l'État voisin. Deuxième étape, l'échec des rebelles devant la capitale, après que les forces gouvernementales ont bénéficié d'un soutien extérieur : ainsi, l'offensive du Rwanda et de l'Ouganda et de leurs alliées congolais sur Kinshasa a été mise en échec par le gouvernement de Kabila assisté par l'Angola et le Zimbabwe. Troisième étape, le repli de la rébellion vers son point de départ et la partition du pays : les mouvements rebelles congolais se sont repliés vers le nord du pays qu'ils contrôlent, entérinant ainsi la division du pays.

L'incapacité des belligérants à remporter une victoire militaire définitive tient à la faiblesse de leurs moyens en dépit des soutiens extérieurs et de la stratégie employée. Les mouvements rebelles n'ont jamais réussi à sortir des frontières du Kivu, probablement par manque d'un objectif précis de renverser le pouvoir de Kinshasa.

Quant au régime de Kinshasa, il n'a pas non plus réussi à écraser les rébellions probablement à cause de la faiblesse du budget, consacré probablement à autre chose qu'à l'équipement de l'armée gouvernementale.<sup>43</sup>

Ces mouvements rebelles, en l'absence d'un soutien accru de leurs parrains et d'un entraînement conséquent, manquent de capacités pour l'emporter militairement. De plus, les mouvements rebelles sont souvent composés de déserteurs ou de mutins et ont le même déficit de formation que leurs adversaires.

La victoire militaire est rendue encore plus hypothétique par la configuration de ces rébellions où les lignes de partage se font sur des clichés rwandophones. Dans ce cas, la victoire militaire du régime de Kinshasa nécessiterait la disparition des populations soutenant l'adversaire ou leur neutralisation pour un certain temps. Cette stratégie démontre paradoxalement la faiblesse des capacités des belligérants, en ce que les actes de violence à l'égard des civils sont préférés à des affrontements directs. La mise en œuvre de cette stratégie exige cependant une planification, des moyens et un contexte d'indifférence de la communauté internationale. Si ces trois éléments ont été concordants au Rwanda, il n'en a pas été ainsi au Congo Kinshasa, où la présence des troupes de la MONUSCO dissuade les parties de s'attaquer ouvertement aux civils. Toutefois, la multiplication des atrocités, loin de décourager les populations, ne contribue qu'à gonfler les effectifs de la rébellion des rescapés des violences. Le poids croissant de ces derniers au fur et à mesure du conflit fait que les calculs rationnels ayant motivé l'insurrection sont

---

<sup>43</sup> Marc Fontrier, « Des armées africaines : Comment et pourquoi faire ? » *Outre-Mer*, no. 11, 2005, p. 375. Voir également Mathilde Leyendecker, Sergiu Mișcoiu, "Passé militaire, trajets militants: La poursuite politique de la lutte armée par les indépendantistes en Casamance" in Michel Catala (dir.), *L'Europe et l'Afrique - Conflits nationaux et coopérations régionales, des indépendances à nos jours*, Rennes : Presses Universitaires des Rennes, 2020, pp. 117-130.

remplacés par des envies de vengeance et des attitudes jusqu'au-boutistes, qui rendent difficile à terme l'établissement d'un dialogue. Il se dégage clairement que les hostilités cessent ou baissent d'intensité davantage du fait de l'incapacité des acteurs à l'emporter que d'une réelle volonté. Cette tendance est renforcée par des interventions extérieures, dont l'impact sur le conflit n'est pas forcément décisif.

## **Bibliographie :**

### ***Bibliographie critique :***

1. Kabemba, Claude (2001), *Rapport Writen no 16/2000: De l'indépendance à la première guerre mondiale africaine*, UNCHR, Centre de documentation et de recherche.
2. Chaigneau, Pascal (2002), « Géopolitique des conflits africains », *Géopolitique africaine*, no. 7-8, 83-89
3. Collier, Paul; Bannon, Ian (2003), « Natural resources and violent conflict. Options and actions », *World Bank*, Washington, 1-7
4. Cuvelier, Jeroen (2004), « Réseaux de l'ombre et configurations régionales : le cas du commerce du coltan en République démocratique du Congo », *Politique africaine*, n° 93, 82-92
5. De Failly, Didier (2002), « Coltan : pour comprendre..... », *L'Afrique des Grands Lacs, Annuaire 2000-2001*, Paris, L'Harmattan, 279-306
6. Fontrier, Marc (2005), « Des armées africaines : comment et pour quoi faire ? », *Outre-Terre*, n° 11, 347-374
7. Hugon, Philippe (2006), « Conflictualité armée en Afrique : le rôle des facteurs économiques », *The European Journal of Development Research*, vol. XVIII, n° 2, 255-274



8. Jackson, Stephen (2001), « Nos richesses sont pillées, Économies des guerres et rumeurs des crimes au Kivu, *Politique africaine*, no. 84, 117-135
9. Jacquemot, Pierre (2009), « Économie politique des conflits en RDC », *Afrique contemporaine*, no. 230, 187-212
10. Joannidis, Marie, Champlin, Christophe (1999) République Démocratique du Congo : le dossier d'un conflit régional", *Revue Internationale Stratégique*, vol. 33, 137-142
11. Kennes, Erik (1999), « Le secteur minier au Congo : Déconnexion et descente aux enfers », *L'Afrique des Grands Lacs, Annuaire 2000-2001*, Paris: L'Harmattan, 299-342
12. Ki-Zerbo, Lazare (1995), « La crise de l'Etat en Afrique », *L'Europe en formation*, n° 296.
13. Lanotte, Olivier (2003), *La République démocratique du Congo. Guerres sans frontières, de Joseph-Désiré Mobutu à Joseph Kabila*, Bruxelles: Ed. Complexe.
14. Le Billon, Philippe; Hocquard, Christian (2007), « Filières industrielles et conflits armés : le cas du tantale dans la région des Grands Lacs », *Écologie & politique*, vol. 34, no. 1, 83-92
15. Le Ster, Marine (2011), « L'Est de la République Démocratique du Congo: du « scandale géologique » au scandale politique, économique, humanitaire... », *Les Cahiers d'Outre-Mer*, no. 255, 435-438
16. Leloup, Bernard (2005), « Le Rwanda et ses voisins », *L'Afrique des Grands Lacs : Annuaire 2004-2005*, 71-91
17. Leyendecker, Mathilde ; Mişcoiu, Sergiu (2020), "Passé militaire, trajets militants : La poursuite politique de la lutte armée par les indépendantistes en Casamance" in Catala, Michel (dir.), *L'Europe et l'Afrique - Conflits nationaux et coopérations régionales, des indépendances à nos jours*, Rennes, Presses Universitaires des Rennes, 117-130
18. Mişcoiu Sergiu; Kakai, Sèdagban Hygin F.; Hetcheli, Kokou Folly L. (2015), *Recul démocratique et néo-présidentialisme en Afrique Centrale et Occidentale*, Iasi: Institutul European.

19. Reyntjens, Filip (2004), « Rwandan: ten years from genocide to dictatorship », *African Affairs*, vol. 103, n° 411, pp.177-210
20. Reyntjens, Filip (2005), «The privatization and the criminalization of public space in the geopolitics of Great Lakes region », *Journal of Modern African Studies*, vol. 42, n° 4, 587-607
21. Van Acker, Franck Vlassenroot, Koen (2001), « Les Mai-Mai et les fonctions de la violence milicienne dans l'est du Congo », *Politique africaine*, No 84, 4-9.
22. Weiss, Herbert F., Carayannis, Tatiana (2005), « The enduring idea of Congo », in Laremont, Ricardo René (dir.), *Borders, Nationalism and the African State*, Londres: Lynne Rienner Publishers, 115-141
23. Zartman, William (1995), *Collapsed States: the disintegration and restoration of legitimate authority*, Boulder/London: Lynne Rienner Publishers.

### **Rapports onusiens**

- Rapport de l'ONU, décembre 2008
- Rapport du Conseil de Sécurité S/2009/303 du 30 juin 2009
- Rapport du Conseil de Sécurité S/2010/288 du 30 juin 2010
- Rapport du Conseil de Sécurité S/2013/119 du 27 février 2013
- Rapport final du groupe d'experts S/2012/843 du 15 novembre 2012

### **Résolutions de l'ONU**

- S/RES/1991 (2011) du 28 juin 2011
- S/RES/2021 (2011) du 29 novembre 2011
- S/RES/2076 (2012) du 20 novembre 2012
- S/RES/2078 (2012) du 28 novembre 2012
- S/RES/2098 (2013) du 28 mars 2013
- S/RES/2136 (2014) du 30 janvier 2014
- S/RES/2147 (2014) du 28 mars 2014

## Accords

- **Accord d 'Addis-Ababa** : Accord-cadre pour la paix et la sécurité.
- **Accord de Goma** : Accord de paix entre le gouvernement de la République Démocratique du Congo et le Congrès National pour la Défense du Peuple  
<http://radiokapi.net/files/accord-CNDP-Gvt-23-mars-2009-pdf.pdf>
- **Accord de Kampala** : Accord de paix entre le gouvernement de la République démocratique du Congo et le mouvement du 23 mars « M23 » <http://afrikarabia.com/wordpress/wp-content/uploads/2014/01/Projet-accords-M23-gouvernement-avril-2013.pdf>
- **Accord de Nairobi**  
<http://www.scribd.com/doc/191157617/Joint-ICGLR-SADC-Final-Communique-on-Kampala-Dialogue>
- **Accord de Sun City** (Accord politique pour la gestion consensuelle de la transition en R.D.C.)  
<http://www.kongo-kinshasa.de/dokumente/regierung/acctrans.pdf>
- Accord-cadre pour la paix, la sécurité et la coopération pour la République démocratique du Congo et la région.

